

Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges

Rapport de la réunion du 15 février 2016





Rappel des faits

18/02/2016
CLETC DU 20/11/2015

| CLECT du 15/02/2016 | MEMBRE PRESENT | FONCTIONNAIRES PRESENTS | AUTRE ELU PRESENT |
|---------------------|---|---|---|
| BEDARRIDES | Mr Christian TORT Mme Maryse TORT | Mr BARONI, DGS | |
| CADEROUSSE | Mr Serge FIDELE Mr Fabien BUSI | | |
| CHATEAUNEUF DU PAPE | Mr François MAIMONE Mr Salvador TENZA | Mr BERGBAUER, DGS | |
| COURTHEZON | Mr Alain ROCHEBONNE Mr Jean-Pierre FENOUIL | Mme ORBAN, DG | Mr Nicolas PAGET (Membre de la CLECT suppléant) |
| JONQUIERES | Mr Louis BISCARRAT Mr François PANZA | | |
| ORANGE | Mr Jacques BOMPARD Mr Denis SABON | Mr CANUTI, DGS Mr VIX, Directeur Financier | Mme Anne CRESPO (Membre suppléante de la CLETC) |
| SORGUES | Mr Alain MILON Mr Stéphane GARCIA | Mr COMBES, DGS | |
| (CCPRO) | | Mme GLEYZON, Coord. Ressources Mme CLOUPET, Responsable Finances | |

Le Président remercie les techniciens et les élus de leur investissement et leur recherche de consensus ayant permis la présente réunion de la CLETC.

Monsieur le Président précise que cette réunion a été élargie aux membres de la commission des finances, et au groupe de travail investi sur le pacte financier. Seuls les membres de la CLETC seront cependant autorisés à prendre part au vote.

Le Président procède à l'appel.

Le quorum étant atteint, la CLETC a pu valablement se réunir.

Historique

20 novembre 2014 : Présentation à la CLETC d'une proposition de rapport d'évaluation des charges transférées établi par le Cabinet **RESSOURCES FINANCES CONSULTANT (RFC)** établissant l'Attribution de Compensation Budgétaire de la Ville d'Orange à **4,376 M€**.

A l'unanimité, la CLETC avait approuvé ce rapport et le Conseil Communautaire a maintenu une **AC provisoire** de 2,8 M€ en l'attente de la délibération concordante des communes membres sur ce chiffrage. La dernière délibération a été obtenue en octobre 2015 seulement.

Juin 2015 : Contrôle de la Chambre régionale des Comptes sur saisine du Préfet, en raison d'un **déficit d'investissement** excédant les seuils réglementaires (10,31 % au lieu de 5%).

Juillet 2015 : Suite à analyse des services communautaires en recherche de causes, démonstration que les modalités de **transfert de voirie ont été mal opérées en 2006** (sous estimation des charges de fonctionnement, omission des charges réglementaires de renouvellement et d'entretien du patrimoine mis à disposition) et que les **travaux neufs ont été financés à plus de 85 % par emprunt** avec une règle de retenue par 1/25° inopérante dans ses retenues attendues sur les reversions aux communes. Prise de conscience des « limites » du modèle et mise en avant de l'inéquité des systèmes de transfert (Ville d'Orange / Communes Historiques).

Septembre 2015 : le Bureau des Maires refuse majoritairement la perspective d'aligner le « régime » de traitement des communes historiques (**modèle 2006**) sur la situation appliquée à Orange (**modèle 2014**), impliquant des pertes jugées insupportables sur le montant des reversions communales (FDC + AC + DSC) en une période particulièrement critique pour les budgets communaux.

Historique

Octobre / Novembre 2015 > Elaboration par les services communautaires d'un **scénario inverse** (appliquer à Orange la méthodologie retenue pour les communes historiques).

20 novembre 2015 > Présentation à la CLETC d'une **AC d'Orange réévaluée à 10.157 M€**. Cette évaluation n'est pas ratifiée de manière concordante par les communes membres dans le respect des règles de majorité applicables.

Novembre 2015 > Proposition de la Commission des Finances pour considérer les choses autrement : si les Communes ne souhaitent pas « retenir » sur leur attribution de compensation (AC) les montants nécessaires au financement des investissements, alors un pacte financier pourrait être proposé impliquant une règle de co-financement des communes (50% de fonds de concours). L'avantage posé étant, hors le maintien des dotations historiques, que **chaque commune demeure « libre et responsable » de ses choix d'investissement**.

Décembre 2015 > Sur initiative de la Ville de Sorgues, engagement d'une **réévaluation générale des coûts de gestion** pour chacune des communes de la CCPRO, intégrant les dépenses de fonctionnement, mais également toutes les reversions communales (AC + FDC + DSC) et la prise en charge de la dette. Cette analyse s'est faite de manière **contradictoire** avec la CCPRO (travail sur le grand livre 2014, par mandat de paiement) et a permis de définir pour chaque commune **une épargne nette**.

Historique

Janvier 2016 > La refonte des AC a été élargie aux 7 Communes via un **groupe de travail** composé du Collège des DGS, de fonctionnaires communaux (Directeurs Financiers) et de membres communautaires élus. Impulsion par les Villes d'Orange et Sorgues de plusieurs scénarios, confrontés en groupe de travail (réunions hebdomadaires) ainsi qu'en Bureau.

11 février 2016 > A l'unanimité, le Bureau retient le scénario n°5 pour le présenter à la CLETC du 15 février.

Monsieur le Président : Il s'agit d'une grande évolution dans nos réflexions. Ce pacte financier constitue le fer de lance dans les arbitrages relatifs à nos communes et à la CCPRO. Le point central était d'arriver à prendre en compte les besoins des communes et de la CCPRO, en termes de marge de manœuvre et d'action, et de préserver la notion d'équité. Nous avons également pris en compte le fait que toutes les communes n'avaient pas une situation identique sur le plan de la santé financière et qu'on devait, et c'est le principe de l'intercommunalité, faire jouer la solidarité.

Les principes fondateurs du Pacte Financier

- Trouver une solution équitable, consensuelle et pérenne permettant de poser le socle d'une nouvelle CCPRO à 7 communes (an O de l'interco) ;
- Garantir au minimum le reversement historique aux communes (AC + DSC + fonds de concours) en fondant tous les composants dans une nouvelle attribution de compensation (AC) ;
- Assurer une solidarité des territoires les plus riches vers les territoires les moins riches ;
- Conserver une proportionnalité dans l'effort de solidarité ;
- Acter la clé de financement des investissements de la CCPRO selon une répartition 50 % fonds propres (somme laissée par les communes à la CCPRO = enveloppe minimale annuelle) et possibilité de 50 % par fonds de concours de la ville après majoration de leur attribution de compensation ;
- Garantir l'autonomie et la responsabilité des communes dans le choix de leurs dépenses, pour les investissements qui ne relèvent pas de la sécurité ou d'autres obligations réglementaires / contractuelles ;
- Éviter l'effet d'éviction : garantir que l'effort de redistribution entre territoire ne conduise pas à ce qu'un territoire moins riche devienne plus riche au détriment d'un autre territoire ;
- Que la redistribution des richesses n'entraîne pas une situation financière dangereuse pour la CCPRO et lui laisse une autonomie financière suffisante pour assumer les charges d'entretien et de renouvellement que lui imposent ses statuts comme la gestion du patrimoine mis à sa disposition « en bon père de famille » ,

Monsieur le Président : Nous sommes partis du principe que l'année 2016 serait certainement une année difficile pour la CCPRO en soi, puisqu'on a doté la CCPRO en tant que structure à minima, en considérant ensuite que les AC étant figées, l'enrichissement de la CCPRO par les bases, par les nouvelles zones d'activité, par les efforts d'économie, profiteraient à l'interco qui pourra se doter d'un excédent, d'un auto-financement et donc de moyens d'investissement.



Présentation du nouveau Pacte Financier

CCRO x 7 communes = An zéro

18/02/2016
CLETC DU 20/11/2015



1) Un travail exhaustif de réévaluation des charges transférées (CA 2014)

Comme dans le cadre de la constitution d'une « nouvelle intercommunalité », un bilan des dépenses de fonctionnement de la CCPRO a été réalisé de manière exhaustive, commune par commune, sur la base du Compte Administratif 2014 corrigé des éléments rattachables à l'exercice ou retranchés des éléments ponctuels (non récurrents).

Il a permis de définir la **richesse des territoires** et leur **épargne nette** (rapport contributeur / débiteur).

Etape 1 : Définition du coût réel de gestion

Evaluation des charges de gestion « au réel »

Répercussion de l'annuité de la dette (capital + intérêts)

| | CHAPITRE 011 (A) | CHAPITRE 012 (B) | CHAPITRE 65 (hors Fonds de Concours) (C) | DETTE (D) | TOTAL COUT DE GESTION (E= A + B + C+ D) |
|---------------------|------------------|------------------|--|--------------|---|
| Bédarrides | 333 874,45 | 453 819,00 | 272 164,74 | 292 411,90 | 1 352 270,09 |
| Caderousse | 167 057,42 | 243 114,15 | 63 799,92 | 204 919,85 | 678 891,34 |
| Chateauneuf-du-pape | 130 497,53 | 193 479,08 | 54 638,73 | 345 439,76 | 724 055,10 |
| Courthézon | 280 587,95 | 484 186,07 | 117 928,37 | 353 148,54 | 1 235 850,92 |
| Jonquières | 256 126,09 | 417 502,82 | 95 863,38 | 395 998,68 | 1 165 490,97 |
| Orange | 1 633 456,08 | 2 570 368,28 | 865 616,62 | | 5 069 440,98 |
| Sorgues | 1 138 670,07 | 1 640 265,76 | 496 503,58 | 1 415 668,26 | 4 691 107,68 |
| | 3 940 269,59 | 6 002 735,16 | 1 966 515,34 | 3 007 586,99 | 14 917 107,08 |

Définition d'un coût « net » de gestion, hors reversions communales

Etape 2 : Détermination de la richesse des territoires

Apports
rattachables à la
commune
(comptes 73 + 74)

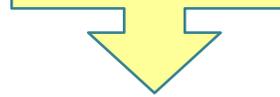
| | TOTAL COUT DE GESTION (E) | POUR MÉMOIRE APPORTS (F) | RICHESS DES TERRITOIRES (G = F - E) |
|---------------------|------------------------------|-----------------------------|--|
| Bédarrides | 1 352 270,09 | 1 059 671 | - 292 599,55 |
| Caderousse | 678 891,34 | 1 707 085 | 1 028 193,66 |
| Chateauneuf-du-pape | 724 055,10 | 930 915 | 206 859,99 |
| Courthézon | 1 235 850,92 | 2 554 750 | 1 318 899,56 |
| Jonquières | 1 165 490,97 | 1 321 134 | 155 643,45 |
| Orange | 5 069 440,98 | 15 185 185 | 10 115 744,02 |
| Sorgues | 4 691 107,68 | 15 874 577 | 11 183 469,39 |
| | 14 917 107,08 | 38 633 317 | 23 716 210,52 |

Comparatif
entre le coût
de gestion de
la Commune
et ses apports,
avant
reversions
communales

A ce stade, on constate que la Commune de Bédarrides est déjà déficitaire de 292 599,55 €

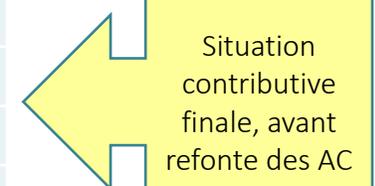
Etape 3 : Détermination de l'épargne nette des communes

Niveau antérieur
AC + FDC + DSC



| | RICHESSSE DES TERRITOIRES (G) | NIVEAU HISTORIQUE DE REVERSION (H) | EPARGNE NETTE (I = G-H) |
|---------------------|----------------------------------|--|----------------------------|
| Bédarrides | - 292 599,55 | 120 147,86 | - 412 747,41 |
| Caderousse | 1 028 193,66 | 814 449,46 | 213 744,20 |
| Chateauneuf-du-pape | 206 859,99 | 193 808,23 | 13 051,76 |
| Courthézon | 1 318 899,56 | 489 868,66 | 829 030,90 |
| Jonquières | 155 643,45 | 344 333,42 | - 188 689,97 |
| Orange | 10 115 744,02 | 2 917 556,00 | 7 198 188,02 |
| Sorgues | 11 183 469,39 | 8 328 293,64 | 2 855 175,75 |
| CCPRO | - | | |
| | 23 716 210,52 | 13 208 457,27 | 10 507 753,25 |

Situation
contributive
finale, avant
refonte des AC



A ce stade, on constate que deux communes sont déficitaires (Bédarrides et Jonquières => montant cumulé de - 601 437 €).

L'épargne nette de la Commune de Châteauneuf du Pape ne lui permet pas pour sa part d'envisager d'assumer sereinement les nouvelles règles de financement (50% fonds de concours)

2) L'activation du mécanisme de solidarité

Suite à la recomposition de la richesse / l'épargne nette de chaque commune, un principe de refinancement a été mis en place en deux temps :

- > **Temps 1** : recapitalisation des communes déficitaires (Bédarrides et Jonquières)
- > **Temps 2** : reconstitution d'une capacité d'investissement pour les communes les moins riches (Bédarrides, Caderousse, Châteauneuf et Jonquières)

Ce refinancement est assuré par 4 communes pour la première étape (Caderousse, Courthézon, Orange et Sorgues), puis par 3 communes pour la seconde étape (Courthézon, Orange et Sorgues),.

Temps 2 : Couverture solidaire des déficits

Un prélèvement de 2,54 % est opéré sur 4 communes contributrices au bénéfice de 2 communes débitrices

| | | | | | prélèvement solidarité D° | | |
|-------------|----------------------|---|-------------------------------------|-----------------------------------|--|---------------|--------------------|
| | | | | | 2,5434800% | | 97,46% |
| | EPARGNE NETTE (I) | NIVEAU HISTORIQUE DE REVERSION (H) | RICHESSSE DES TERRITOIRES (G) | besoin à couvrir l'EN négative | | | |
| | | | | | prélèvement pour une D° des communes déficitaires | Solde 1 CCPRO | Solde des communes |
| Bédarrides | - 412 747,41 | 120 147,86 | - 292 599,55 | - 412 747,41 | | 292 599,55 | 120 147,86 |
| Caderrousse | 213 744,20 | 814 449,46 | 1 028 193,66 | - | 26 151,90 | | 1 002 041,76 |
| Châteauneuf | 13 051,76 | 193 808,23 | 206 859,99 | - | - | | 206 859,99 |
| Courthézon | 829 030,90 | 489 868,66 | 1 318 899,56 | - | 33 545,95 | | 1 285 353,61 |
| Jonquières | - 188 689,97 | 344 333,42 | 155 643,45 | - 188 689,97 | | - | 344 333,42 |
| Orange | 7 198 188,02 | 2 917 556,00 | 10 115 744,02 | - | 257 291,93 | | 9 858 452,09 |
| Sorgues | 2 855 175,75 | 8 328 293,64 | 11 183 469,39 | - | 284 449,31 | | 10 899 020,08 |
| | 10 507 753,25 | 13 208 457,27 | 23 716 210,52 | - 601 437,38 | 601 439,09 | 292 599,55 | 23 716 208,821 |

Une partie de ce prélèvement est « laissé à la CCPRO » pour couvrir le déficit de gestion de la Commune de Bédarrides

Le niveau « Historique » de Bédarrides et Jonquières est restauré par la différence

Temps 2 : Reconstitution d'une capacité de financement des investissements

50% du montant octroyé est « laissé à la CCPRO » pour constituer l'enveloppe annuelle d'investissement. 50% retournent aux Villes via la majoration des AC de manière à leur permettre d'assumer un co-financement futur des opérations.

Un prélèvement de 4,70 % est opéré sur les ressources des 3 communes les plus contributrices au bénéfice des autres communes

| prélèvement investissements | | | | | |
|-----------------------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------------|----------------------|
| | 4,70% | | | 50,00% | 50,00% |
| | | | Montant total | Dont CCPRO | Dont Villes |
| Bédarrides | | 12,00% | 124 321,54 | 62 160,77 | 182 308,63 |
| Caderousse | - | 10,00% | 103 601,28 | 51 800,64 | 1 053 842,40 |
| Châteuneuf | | 46,00% | 476 565,89 | 238 282,95 | 445 142,94 |
| Courthézon | 60 411,62 | | | - | 1 224 941,99 |
| Jonquières | | 32,00% | 331 524,10 | 165 762,05 | 510 095,47 |
| Orange | 463 347,25 | | | | 9 395 104,85 |
| Sorgues | 512 253,94 | | | | 10 386 766,14 |
| | 1 036 012,81 | 100% | 1 036 012,81 | 518 006,41 | 23 198 202,42 |

Une enveloppe « solidarité investissements » est dégagée pour un montant de 1,036 M€

L'enveloppe est répartie entre les 4 communes bénéficiaires selon des taux permettant de respecter *in fine* les principes fondateurs (éviter l'effet d'éviction / respect de l'ordre initial de classement)

3) L'ajustement de l'enveloppe investissement CCPRO

Une fois le mécanisme de solidarité assuré, une étape complémentaire a été proposée aux Communes pour affiner le montant de leur enveloppe CCPRO en fonction du montant d'investissement minimal qu'elles souhaitaient garantir sur leurs territoires.

Taux de retenu défini par la Commune pour fixer son enveloppe d'investissement CCPRO

| | | CCPRO | VILLES |
|------------|-----|--------------|---------------|
| Bédarrides | | | 182 308,63 |
| Caderousse | 12% | 126 461,09 | 927 381,31 |
| Châteuneuf | | | 445 142,94 |
| Courthézon | 20% | 244 988,40 | 979 953,60 |
| Jonquières | | | 510 095,47 |
| Orange | 22% | 2 066 923,07 | 7 328 181,78 |
| Sorgues | 10% | 1 038 676,61 | 9 348 089,53 |
| | | 3 477 049,17 | 19 721 153,26 |

4) Garantir l'autonomie financière de la CCPRO

Une dernière étape de retenue avant fixation des nouvelles AC a été opérée sur les 4 communes contributrices du départ (Caderousse, Courthézon, Orange et Sorgues) pour assumer un minimum d'autofinancement de la CCPRO (dépenses propres / charges indivises).

Ce montant a été fixé à 3% sur le solde net de ces 4 communes, pour un montant total de 557 508 €.

| | 3% |
|--------------|--|
| | financement investissements propres CCPRO |
| Bédarrides | |
| Caderousse | 27 821,44 |
| Châteuneuf | - |
| Courthézon | 29 398,61 |
| Jonquières | - |
| Orange | 219 845,45 |
| Sorgues | 280 442,69 |
| TOTAL | 557 508,19 |



Synthèse

Des pistes solides pour fonder l'avenir

18/02/2016
CLETC DU 20/11/2015

18

De nouvelles AC pour une nouvelle CCPRO

Suite à ce travail global de réévaluation des charges transférées et d'activation d'une véritable solidarité intercommunale, il est proposé à la CLETC d'émettre un avis sur les nouvelles attributions de compensation des 7 communes de la CCPRO, rétablies comme suit :

| | MONTANT HISTORIQUE REVERSIONS (1) | NOUVELLES AC (2) | Différence (3 = 2-1) |
|-------------|-----------------------------------|------------------|----------------------|
| Bédarrides | 120 147,86 | 182 308,63 | 62 160,77 |
| Caderousse | 814 449,46 | 899 559,87 | 85 110,41 |
| Châteauneuf | 193 808,23 | 445 142,94 | 251 334,71 |
| Courthézon | 489 868,66 | 950 554,99 | 460 686,33 |
| Jonquières | 344 333,42 | 510 095,47 | 165 762,05 |
| Orange | 2 917 556,00 | 7 108 336,33 | 4 190 780,33 |
| Sorgues | 8 328 293,64 | 9 067 646,84 | 739 353,20 |
| TOTAL | 13 208 457,27 | 19 163 645,06 | 5 955 187,79 |

Coût de la solidarité pour les communes contributrices : 2,194 M€

Retour direct pour les communes bénéficiaires: 1,637 M€

Solde laissé en propre à la CCPRO : 0,557 K€

Des enveloppes « garanties » pour assurer l'exercice des compétences transférées

Suite à ce travail, les nouvelles enveloppes d'investissement mobilisables par la CCPRO pour l'ensemble des compétences transférées seront les suivantes :

| | Montant minimum garanti | Montant maximum avec FDC |
|--------------|-------------------------|--------------------------|
| Bédarrides | 62 160,77 | 124 321,54 |
| Caderousse | 178 261,73 | 356 523,46 |
| Châteuneuf | 238 282,95 | 476 565,89 |
| Courthézon | 244 988,40 | 489 976,80 |
| Jonquières | 165 762,05 | 331 524,10 |
| Orange | 2 066 923,07 | 4 133 846,13 |
| Sorgues | 1 038 676,61 | 2 077 353,23 |
| TOTAL | 3 995 055,57 | 7 990 111,15 |

↑
Montant
dispo au BP

↑
Plafond annuel
avec FDC

Débat

Monsieur le Président : Je vous laisse la parole si vous voulez intervenir. Je voulais vous dire à titre personnel que je me félicite et je tiens à féliciter les élus concernés. Les techniciens ont fait un très gros effort et il y a eu une bonne entente. Les communes pilotes sont Orange et Sorgues. A partir du moment où ces deux communes ont accepté de travailler ensemble et de sacrifier une partie de leur richesse pour les autres communes, un grand pas avait été fait. Ensuite il a fallu arriver à faire des arbitrages avec les autres communes pour faire en sorte que chacune y trouve son compte. Que chaque commune entrain d'élaborer son budget puisse se dire « je peux compter sur telle somme, elle est attribuée , et j'ai la main sur les opérations programmées ». Opérations qui ont été faites en entente, avec l'écoute des uns et des autres et basées sur des chiffres qui ont le mérite d'être clairs, acceptés et validés.

Monsieur BOMAPRD : Il y avait une difficulté pour s'entendre et je crois que le fait que nos techniciens aient pu travailler la main dans la main a permis que la compréhension se fasse. C'est de ça que je me félicite. Et je félicite aussi bien les services de la CCPRO que les Services des Communes d'y être parvenus. C'était je crois la seule manière d'arriver à la clarté et j'ai l'impression qu'elle y est.

Monsieur GARCIA : Je ne reviendrais pas sur ce qui a été dit par Monsieur le Maire d'Orange. A sorgues on se félicite aussi sur un travail qui a impliqué nos services. Permettez moi de rajouter simplement un point de détail qui viendra après. Ce point concerne le montant des investissements qui sera affecté aux communes; Nous souhaitons qu'il y ait un point de procédure qui permette aux maires de valider les investissements programmés. De manière à ce qu'il y ait une parfaite maîtrise des investissements et qu'ils ne se retrouvent pas en fin d'exercice avec une situation où on viendrait leur dire « voilà, tout a été consommé... ».

Monsieur le Président : J'y souscris sans problème.

Vote

POUR : 13

*(Mme TORT, Mr TORT, Mr BUSI, Mr FIDELE, Mr MAIMONE, Mr TENZA, Mr ROCHEBONNE,
Mr FENOUIL, Mr PANZA, Mr BISCARRAT, Mr BOMPARD, Mr SABON, Mr GARCIA)*

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1 (Mr MILON)

Monsieur le Président : Je vous remercie et j'ai bien aimé la formule de « l'année zéro ». Tout commence. Je pense qu'on peut être très constructifs. Quand on a vu le Préfet il y a quelques temps il nous a dit : « vous êtes condamnés à vous entendre ». Le terme était un peu fort, et ça fait un peu sanction. Moi je dirais plutôt qu'on « aspire à s'entendre ». Nous sommes tous en bonne intelligence, et derrière il y a des atouts, de vrais besoins d'équité. En quelques semaines on a su prendre les bonnes orientations. Vous avez un Président heureux de cette situation.

**** fin de la partie normalisée****